

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2713

3 octobre 2014

SOMMAIRE

COMPANY Consulting S.A.	130186	Terminator IP II S.A.	130224
Crystal Development S.A.	130180	Tesli S.à r.l.	130179
Devix Midco	130185	Tetra-SI Group S.A.	130180
Electricité Générale Cardoso et Loureiro S.à.r.l.	130178	Tiger Holding Five S.à r.l.	130178
Eneco S.A.	130179	Tiger Holding Four Parent S.à r.l.	130179
F.A.M.P.A. s.à r.l.	130179	Tiger Holding Four S.à r.l.	130179
Great Place to Work	130181	Tiger Holding Four SPV S.à r.l.	130180
Gundin S.A.	130182	Tiger Holding Three S.à r.l.	130181
HDI-Gerling Assurances SA Luxembourg	130183	TIMO Lux S.A.	130182
Helpling Asia Top Holding S.à r.l.	130184	Tom Tol Consulting S.à r.l.	130181
Hermitage	130184	Torres Immolux S.A.	130185
High-Tech Hotel Investments S.à r.l.	130184	Tree Investments S.A.	130180
H.I.G. Luxembourg Holdings Rolland S.à r.l.	130184	Triton III LuxCo A 16 S.à r.l.	130224
Hôtel Simon S.A.	130184	Trop Invest S.A.	130182
Immobilière Ingeldorf S.A.	130185	Ubique Investments Fund	130178
Indivis SA	130186	UBS Luxembourg Financial Group Asset Management S.A.	130183
Laser C.R.O.	130217	Ulysses Finance S.à r.l.	130182
Lux Fine Sàrl	130207	Umicore International	130183
Massinvest S.A.	130187	Umicore Shokubai	130224
M Family S.A.	130202	Unalux	130180
M&G Asia Property Fund	130188	UWB Holding S.A.	130181
Mouflolux S.A.H.	130210	Valhalla I S.A.	130185
Ninint	130211	Vatoa Holding S.A.	130185
Ninint SPF	130211	V.Duraes Sàrl	130182
O.O.I. (SPF) S.A.	130216	Veiner Pabeierkest Sàrl	130186
ProServices Management S.à r.l.	130222	Verny Infrastructure Holding S.à r.l.	130186
Spifina S.A.	130223	Viago S.A.	130186
Sun Life S.à.r.l.	130178	VictorianFibre GP S.à r.l.	130183
Tar Immobilière S.A.	130223	VictorianFibre Holding & Co. S.C.A.	130181
Telesat Luxembourg S.à r.l.	130178	VictorianFibre Holding & Co. S.C.A.	130183

Sun Life S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3231 Bettembourg, 4, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 64.266.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014115621/10.

(140134702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Telesat Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.999.999,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 179.004.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014115629/10.

(140134776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tiger Holding Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Luxembourg, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 136.045.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69036 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115658/10.

(140134747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Ubique Investments Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 149.406.

Le Rapport Annuel Révisé au 31.12.2013 et la distribution de dividendes relative à l'assemblée générale ordinaire du 30/07/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115686/11.

(140135517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Electricité Générale Cardoso et Loureiro S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5850 Howald, 1, rue Sangenberg.
R.C.S. Luxembourg B 59.973.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014117206/13.

(140135258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Eneco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 22, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 72.529.

Auszug aus dem Protokoll der Sitzung des Verwaltungsrates Abgehalten am Sitz der Gesellschaft am 2. Juni 2014 Um 14.00 Uhr

Der Verwaltungsrat stellt fest dass sich die private Adresse von Herrn Rainer KLÖPPNER, Verwaltungsratsmitglied und Delegierter, am 30. Mai 2014 wie folgt geändert hat:

D-54329 Konz, Vor Remig 13.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Verwaltungsratsmitglied / Verwaltungsratsmitglied,

Référence de publication: 2014117207/13.

(140135580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tesli S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 17, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 182.516.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115651/9.

(140135372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tiger Holding Four Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 125.430.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69035 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115661/10.

(140134604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tiger Holding Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 125.431.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69032 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115662/10.

(140134305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

F.A.M.P.A. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 169.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Carsten SÖNS

Un Mandataire

Référence de publication: 2014117224/12.

(140134460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tetra-SI Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1512 Strassen, 6, rue Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 164.044.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115652/9.

(140135443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tiger Holding Four SPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 129.861.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69034 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115663/10.

(140134399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tree Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 147.550.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115674/9.

(140135471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Unalux, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 53.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UNALUX

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014115694/11.

(140134541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Crystal Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 147.907.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 23 juillet 2014

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Lozano S.A., ayant son siège social au P.H. Plaza 2000, Building 50th street, 16th Floor, P.O. Box 0816-61098 Panama, Republic of Panama, en remplacement du commissaire aux comptes HRT Révision démissionnaire en date du 16 juillet 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118132/15.

(140136104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Tiger Holding Three S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 149.541.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69031 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115664/10.

(140134249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tom Tol Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8478 Eischen, 25, rue de Waltzing.
R.C.S. Luxembourg B 104.085.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 29/07/2014.

Référence de publication: 2014115668/10.

(140135053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

UWB Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 152.944.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014115697/11.

(140135357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

VictorianFibre Holding & Co. S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 161.150.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014115706/11.

(140135380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Great Place to Work, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10a, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 154.840.

Extrait de la décision collective des associés prises en date du 07 juillet 2014

Résolution unique

Le siège social de la société Great Place To Work S.à.r.l. est transféré du 5 Z.I.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange au 10a, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014117301/12.

(140134574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Gundin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 102.454.

Les bilan, compte pertes et profits et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014117306/12.

(140134676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

TIMO Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 89.576.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014115665/10.

(140134690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Ulysses Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.917.930,25.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 132.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014115690/10.

(140134788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Trop Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 165.033.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014115677/11.

(140135362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

V.Duraes Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6471 Echternach, 26, rue du Pont.
R.C.S. Luxembourg B 177.724.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014115698/11.

(140135535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Umicore International, Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 5, rue Bommel.

R.C.S. Luxembourg B 103.343.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UMICORE INTERNATIONAL

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014115692/11.

(140134811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

VictorianFibre Holding & Co. S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 161.150.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VictorianFibre GP S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014115707/11.

(140135383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

VictorianFibre GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 161.106.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014115705/10.

(140135382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

UBS Luxembourg Financial Group Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.851.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014115687/10.

(140135533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

HDI-Gerling Assurances SA Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 30.015.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

L. Maes

Membre du Comité de Direction

Référence de publication: 2014117325/12.

(140134534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Hermitage, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 183.514.

—
Extrait d'une résolution prise par l'associé de la société en date du 25 juillet 2014:

Mme Gillian Adams avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, est élu en tant que gérant de la société avec effet au 25 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014117313/12.

(140134908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Helping Asia Top Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 186.470.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014117311/11.

(140134529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

H.I.G. Luxembourg Holdings Rolland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 58.233,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 182.251.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014117309/11.

(140135495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Hôtel Simon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 52, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 85.267.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014117329/10.

(140134848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

High-Tech Hotel Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 91.990.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014117315/10.

(140134888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Torres Immolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 200, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 106.341.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014115669/10.

(140135099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Valhalla I S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Capital social: USD 31.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 149.244.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société Valhalla I S.A.

Référence de publication: 2014115699/10.

(140134987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Vatoo Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 32.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VATOO HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014115721/11.

(140134560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Devix Midco, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 183.334.

Les statuts coordonnés au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014117135/11.

(140134212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Immobilière Ingeldorf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 106.586.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Pour compte de Immobilière Ingeldorf S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2014117346/12.

(140135086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Indivis SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 80.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.
Pour compte de Indivis S.A.
Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2014117351/12.

(140135178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Verny Infrastructure Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 166.090.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014115704/10.

(140135195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Viago S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 52B, rue de Koerich.
R.C.S. Luxembourg B 131.129.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Koerich, le 28/07/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014115725/10.

(140134890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Veiner Pabeierkest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9420 Vianden, 21, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 166.796.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014115723/11.

(140135110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

COMPANY Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4734 Pétange, 21, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 180.781.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.
POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014117115/11.

(140135684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Massinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 180.078.

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois juillet.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

Monsieur Julio CASTRO CALDAS, né le 19 novembre 1943 à Lisbonne (Portugal), demeurant à Lisbonne 1050-047 (Portugal) Av. 5 de outubro, 17-7 (l'«Actionnaire Unique»).

Le comparant est l'actionnaire unique de la société anonyme de droit luxembourgeois MASSINVEST S.A., établie et ayant son siège social au 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.078, constituée suivant acte reçu par Me Joëlle Schwachtgen en date du 30 août 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2653 du 24 octobre 2013 (ci-après «la Société»).

La séance est ouverte à 14:15 heures sous la présidence de Monsieur Julio CASTRO CALDAS, prénommé (le «Président»), qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée générale des actionnaires (l'«Assemblée») élit comme scrutateur Me Benoit CAILLAUD, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

(i) L'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient, sont indiqués sur une liste de présence.

(ii) Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par l'actionnaire représenté, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) L'actionnaire représenté, qui détient tout le capital de la Société, se reconnaît dûment convoqué et déclare par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

(iv) La présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Agenda

L'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Modification du premier alinéa de l'article 13 des statuts de la Société (les «Statuts») relatif à la procédure de prise de décision afin de lui donner la teneur suivante:

«Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le «Président du Conseil d'Administration»), et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra aussi désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur, et qui aura pour mission de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires»

2. Modification de l'article 15 des Statuts relatif à la signature sociale afin de lui donner la teneur suivante:

«La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs dont celle du Président du Conseil d'Administration ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration.

Lorsque le Conseil d'Administration est composé d'un Administrateur Unique, la Société sera engagée par la seule signature de l'Administrateur Unique.

La Société peut aussi accorder des pouvoirs spéciaux par procuration authentique ou par acte sous seing privé»;

3. Divers.

Résolutions

Après examen et délibération sur chacun des points à l'ordre du jour, la présente Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 13 des Statuts relatif à la procédure de prise de décision afin de lui donner la teneur suivante:

«Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le «Président du Conseil d'Administration»), et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra aussi désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur, et qui aura pour mission de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires»

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 15 des Statuts relatif à la signature sociale de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs dont celle de l'administrateur président du conseil d'administration ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration.

Lorsque le Conseil d'Administration est composé d'un Administrateur Unique, la Société sera engagée par la seule signature de l'Administrateur Unique.

La Société peut aussi accorder des pouvoirs spéciaux par procuration authentique ou par acte sous seing privé»;

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14:20 heures.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société ou mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à MILLE EUROS (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Castro Caldas, Nezar, Caillaud, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35213. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014119945/78.

(140137683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

M&G Asia Property Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 121.777.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of July,

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of M&G Asia Property Fund, a public limited company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the form of a Société d'Investissement à Capital Variable, having its registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 121.777 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), on 23 November 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") N° 2393 on 22 December 2006. The articles of incorporation have been amended for the last time by Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg), on 28 February 2013 and published in the Mémorial No 1043 of 2 May 2013.

The Meeting was opened at 11.00 a.m (CET) under the chairmanship of Mrs Michèle Kemp, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the "Chairman"),

who appointed as secretary, Mr William Simpson, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Mrs Nathalie Berck, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

After the constitution of the board of the Meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The agenda of the present Meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of Article 3 "Object" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") which shall read as follows:

"The exclusive object of the Company is to optimise risk adjusted total returns (the combination of income and capital growth) over the long term, by investing in core real estate in the Asia Pacific region.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds as amended from time to time (the "2007 Law as amended")."

2. Full restatement of the Articles as per the revised Articles attached to the proxy form.

3. Miscellaneous.

II. The present Meeting has been convened by registered letters sent to the holders of shares of the Company (all in registered form) on 20 June 2014, as was certified to the undersigned notary executing this deed.

III. The name of the shareholders present at the Meeting or duly represented by their proxies as well as the number of shares held by the shareholders, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the Meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxy given shall be initialed «ne varietur» by the members of the board of the Meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

IV. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915"), and the resolution on each item of the agenda, has to be voted for by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the Meeting.

V. It appears from the said attendance list that 115.973.159 shares out of the 127.604.386 (90,88%) outstanding shares of the Company are present or represented at the Meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before this Meeting.

After deliberation, the Meeting took the following resolution:

First resolution

The Meeting resolves to amend article 3 "Object" of the Articles, which shall read as follows:

"The exclusive object of the Company is to optimise risk adjusted total returns (the combination of income and capital growth) over the long term, by investing in core real estate in the Asia Pacific region.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds as amended from time to time (the "2007 Law as amended")."

Votes in favour: all

Vote(s) against: /

Abstention(s): /

The resolution is consequently adopted.

Second resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles as per the revised Articles attached to the proxy form sent to the shareholders prior the Meeting, which shall read as follows:

"Denomination

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") under the name of "M&G Asia Property Fund" (the "Company").

Duration

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Object

Art. 3. The exclusive object of the Company is to optimise risk adjusted total returns (the combination of income and capital growth) over the long term, by investing in core real estate in the Asia Pacific region.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds as amended from time to time (the "2007 Law as amended").

Registered office

Art. 4. The registered office of the Company is established in the commune of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). The registered office of the Company may be transferred to any other place in the commune of Luxembourg by resolution of the board of directors.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of

communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Share capital - Shares - Classes of shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by fully paid-up shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the net asset value of the Company as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Company after a period of twelve months following the registration of the Company as a specialised investment fund (a "SIF") shall be the equivalent in US dollars of one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) Euro.

The Board is authorised without limitation to allot and issue fully paid Shares and, as far as Registered Shares are concerned, fractions thereof, at any time in accordance with Article 24 hereof and the prospectus of the Company (the "Prospectus"), based on the net asset value (the "Net Asset Value") per Share of the respective Class determined in accordance with Article 23 hereof, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person or entity the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares, however always remaining within the limits imposed by law.

Such Shares may, as the Board shall determine, be attributable to different sub-funds of the Company (the "Sub-Funds") which may be denominated in different currencies. The proceeds of the issue of the Shares of each Class (as defined below) in each Sub-Fund (after the deduction of any initial charge and notional dealing costs which may be charged to them from time to time) shall be invested in accordance with the objectives set out in Article 3 hereof and as further described in the Prospectus as the Board shall from time to time determine in respect of each Class. The Company constitutes a single legal entity. However, as is the case between shareholders, each portfolio of assets attributable to a specific Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. With regard to third parties, in particular, towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for the liabilities attributable to it.

Shares may be divided into different classes created by the Board (a "Class"), which may differ, in respect of such special features, as the Board may decide. The Board may decide if and from what date Shares of any such Classes shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class of Shares; the Board may, in particular, decide that Shares of any Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall in the case of a Class not denominated in US dollars, be notionally converted into US dollars in accordance with Article 25 and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The base currency of the Company is US dollars. The Company shall prepare consolidated accounts in US dollars.

Form of shares

Art. 6. The Board may decide to issue Shares in registered form ("Registered Shares") and/or bearer Shares ("Bearer Shares").

In respect of Bearer Shares, if issued, certificates will be in such denominations as the Board shall decide. If a bearer Shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations (or vice versa), no cost will be charged to him. In the case of Registered Shares if the Board resolves that Shareholders may elect to obtain Share certificates and if a Shareholder (a "Shareholder") does not expressly elect to obtain Share certificates, he will receive in lieu thereof a confirmation of his shareholding. If a registered Shareholder wishes that more than one Share certificate be issued for his Shares, or if a Bearer Shareholder requests the conversion of his Bearer Shares into Registered Shares, the Board may in its discretion levy a charge on such Shareholder to cover the administrative costs incurred in effecting such exchange.

No charge may be made on the issue of a certificate for the balance of a shareholding following a transfer, redemption or conversion of Shares.

Share certificates shall be signed by either two directors or one director and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the Subscription Price per Share as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive Share certificates or, subject as aforesaid a confirmation of his shareholding.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders, in respect of Registered Shares, at their mandated addresses in the register of Shareholders (the "Register of Shareholders") or to such other address as given to the Board

in writing and, in respect of Bearer Shares, upon presentation of the relevant distribution coupons to the agent or agents appointed by the Company for such purpose.

All issued Shares of the Company other than Bearer Shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of Registered Shares, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder's address only) so far as notified to the Company and the number of Shares held by him.

Every transfer of a Share other than a Bearer Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

The directors (or a registrar acting on the directors' behalf) shall be responsible under Luxembourg law for the maintenance of the Register of Shareholders.

Transfer of Bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant Bearer Share certificates. Transfer of Registered Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Company in the Register of Shareholders upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such Shares, to the Company along with other instruments and pre-conditions of transfer satisfactory to the Company.

Every registered Shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of four (4) persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such Shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Subject to the prior approval of the Company, Shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of assets compatible with the investment policy and the objective of the Company, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an independent auditor ("réviseur d'entreprises").

If payment made by any subscriber (who is subscribing for Registered Shares) results in the issue of a fraction of a Share, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. Fractions of Shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any distribution. In the case of Bearer Shares, only certificates evidencing a whole number of Shares will be issued, and such Shares may not be purchased or redeemed in fractional amounts.

Lost and damaged certificates

Art. 7. If any holder of Bearer Shares can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the Shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new Share certificate in substitution for one mislaid, mutilated, or destroyed.

Restrictions on shareholding

Art. 8. Shares may only be subscribed by Eligible Investors as such term is defined in the Prospectus.

The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Class in any Sub-Fund are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate body (a) in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company (or any of its delegates) or any of its Sub-Funds incurring any liability to taxation, or suffering any other pecuniary or other obligation or disadvantage in any jurisdiction which the Company might not otherwise have incurred or suffered or (c) that violates the trading policy of the Company or of any Sub-Fund, which policy is meant to protect against both potential disruptions in portfolio management and increased expenses or (d) who, following a change of circumstances, does not meet the prescribed investor eligibility criteria, (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board being herein referred to as "Prohibited Persons").

In addition to the foregoing, the Board may determine to restrict the subscription, conversion or purchase of Shares when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company or any Sub-Fund

or Class reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company or the relevant Sub-Fund or Class.

In particular, the Board may decline to consent to a purported or proposed transfer of (a) Share(s), or the issue, conversion or redemption of (a) Share(s) if:

(1) such transfer would result in the Shareholder holding less than the applicable minimum investment amount (as set out in the Prospectus); or

(2) such transfer would, or would reasonably be likely to:

(a) require registration of Shares under the U.S. Securities Act (as defined in the Prospectus) or result in a violation of the U.S. Securities Act;

(b) require the registration of the Company as an “investment company” under the U.S. Investment Company Act (as defined in the Prospectus) or result in a violation of the U.S. Investment Company Act;

(c) require the Alternative Investment Fund Manager or Portfolio Manager (as defined in the Prospectus) or any other person to register as an “investment adviser” under the U.S. Advisers Act (as defined in the Prospectus) if such person is not already so registered;

(d) result in the assets of the Company being treated as “plan assets” for the purposes of ERISA (as defined in the Prospectus) and Section 4975 of the Code (as defined in the Prospectus); or

(e) result in the Company being treated as a “publicly traded partnership” within the meaning of Section 7704 of the Code and the regulations promulgated thereunder (each event described in sub-clauses (1) and (2) above, a “Prohibited Event”).

Indeed, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body as further detailed in the Prospectus.

For such purposes, the Company may:

(1) decline to issue any Share where it appears to it that such issue would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company,

(2) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder’s Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company,

(3) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares in the Company absolutely or to a maximum level, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such Shareholder all, or such number of Shares held by such Shareholder as is necessary, in the following manner

(i) the Company shall serve a notice (hereinafter called the “Redemption Notice”) upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, as defined below, and the place at which the Redemption Price in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, the Shares specified in the Redemption Notice shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice;

(ii) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed by the Company shall be the Redemption Price per Share of the relevant Class (as determined in accordance with the provisions described in the Prospectus) determined on the Dealing Day on which the redemption is completed as described in the Prospectus, less any applicable redemption charges;

(iii) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Class and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a Share certificate shall have been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

(iv) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith;

(4) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Powers of the general meeting of shareholders

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The Board may only amend a Restricted Policy (as defined below) with the prior approval of Shareholders obtained at the occasion of a general meeting of Shareholders.

For purpose of the above, "Restricted Policy" means each of the following binding terms relating to the operation and business of the Company (as described in the Prospectus):

- i) the absolute cap on leverage the Company can incur;
- ii) the 12 months legally binding period applying to Application Forms (as defined in the Prospectus); and
- iii) the Company's obligation to redeem Shares within 12 months commencing on the Relevant Dealing Day (excluding Force Majeure Event, as defined in the Prospectus).

The appointment of the Alternative Investment Fund Manager or the Portfolio Manager may be terminated by way of a Special Resolution passed by Shareholders holding not less than 75% of the Shares of the Company in issue (regardless of the Class of shares held). If the Alternative Investment Fund Manager or the Portfolio Manager is terminated by a meeting of Shareholders as described herein then:

- 1) The Board, having consulted the Shareholder Advisory Committee, shall be required to approve a replacement Alternative Investment Fund Manager or Portfolio Manager prior to the termination taking effect;
- 2) A minimum notice period of 6 months prior to the date of termination is required;
- 3) The outgoing Alternative Investment Fund Manager or Portfolio Manager shall do all things reasonably necessary to ensure an efficient, timely and smooth handover of responsibility to the incoming Alternative Investment Fund Manager or Portfolio Manager by the termination date;
- 4) The outgoing Alternative Investment Fund Manager or Portfolio Manager may elect to have its interest in the Company acquired by the incoming Alternative Investment Fund Manager or Portfolio Manager or another party or redeemed at current NAV; and
- 5) Notwithstanding any termination of the Alternative Investment Fund Management Agreement or Portfolio and Asset Management Agreement as defined in the Prospectus, the Alternative Investment Fund Manager or the Portfolio Manager will continue to be entitled to all fees, rights of indemnity, expense reimbursement provisions and other similar benefits under the Alternative Investment Fund Management Agreement or Portfolio and Asset Management Agreement relating to the period prior to the effective date of such termination. All amounts due to the Alternative Investment Fund Manager or the Portfolio Manager including fees and the value of its interest in the Company shall be paid by the termination date.

Pursuant to the terms of the Alternative Investment Fund Management Agreement and the Portfolio and Asset Management Agreement, the Alternative Investment Fund Manager or the Portfolio Manager may assign its rights and obligations under such Agreements to any of its affiliates without consent, subject to the limitations of applicable law.

General meetings

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15th of November of each year at 2:00 p.m.. If such day is not a business day ("Business Day") (being a day on which the banks in Luxembourg are open for business) in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Quorum and votes

Art. 11. Unless otherwise provided herein, the quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of Shareholders of the Company.

As long as the share capital is divided into different Classes of Shares, the rights attached to the Shares of any Class (unless otherwise provided by the terms of issue of the Shares of that Class) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the Shares of that Class by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting.

To every such separate meeting the provisions of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") relating to general meetings shall mutatis mutandis apply, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be holders of the Shares of the Class in question present in person or by proxy holding not less than one-half of the issued Shares of that Class (or, if at any adjourned Class meeting of such holders a quorum as defined above is not present, any one person present holding Shares of the Class in question or his proxy shall be a quorum).

Each whole Share of whatever Class and Sub-Fund and regardless of the Net Asset Value per Share of the Class within the Sub-Fund, is entitled to one vote subject to the limitations imposed by the Articles of Incorporation. A Shareholder

may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Convening notice

Art. 12. Shareholders shall meet upon call by the Board, pursuant to notice setting forth the agenda, sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the Register of Shareholders.

If Bearer Shares are issued notice shall, in addition, be published in the Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide.

Directors

Art. 13. The Company shall be managed by the Board composed of at least three (3) persons who need not be Shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next relevant meeting of Shareholders.

Proceedings of directors

Art. 14. The Board shall choose from among its members a chairperson, and may choose from among its members one or more vice-chairpersons. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairperson shall preside at all meetings of Shareholders and of the Board. In case a chairperson is not appointed or in his absence, the Shareholders or the Board may appoint any person as chairperson pro tempore by positive vote of the majority of the Shareholders or the members of the Board present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board shall deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, including at least one independent director (being a person other than an employee of either the Alternative Investment Fund Manager or Portfolio Manager or of an affiliate of the Portfolio Manager), are present (which may be by way of a telephone conference call or video conference call) or represented at a meeting of the Board.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the directors.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in the Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under supervision of the Board. The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the

Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

The Company will appoint an alternative investment fund manager (the “AIFM”) in compliance with the law of 12 July 2013 on alternative investment funds managers (the “Law of 2013”) through an Alternative Investment Fund Management Agreement, as further described in the Prospectus. The AIFM will (subject to the overall supervision, approval and direction of the Board of the Company) undertake certain portfolio management, asset management, valuation, domiciliary, administrative, distribution and risk management activities subject to the investment objective and policies set by the Board and as set out in the Prospectus.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Minutes of board meetings

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairperson pro tempore who presided over such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Determination of investment policies

Art. 16. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company’s interest. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders may be exercised by the Board.

The Board has, in particular, power to determine the corporate policy.

The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not affect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2007 Law as amended or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in the Prospectus relating to the offer of Shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the assets of the Company to be invested directly or indirectly through one or more wholly owned subsidiary(ies) in accordance with the provisions of the 2007 Law as amended and as described in the Prospectus. In addition, if deemed appropriate by the Board and in compliance with the investment objective of the relevant Sub-Funds, two or more Sub-Funds may hold shares in the same controlled subsidiary.

Directors’ interest

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director’s or officer’s interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders as prescribed by Article 57 of the law of 10th August 1915, as amended (the “1915 Law”).

Any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving M&G Real Estate Limited or its affiliates or any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion shall not constitute by principle a “personal interest” in the meaning of the preceding paragraph.

Indemnity

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct or fraud; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Administration

Art. 19. The Company will be bound by the joint signatures of any two directors or by the signature of any director or officer to whom authority has been delegated by the Board.

Auditor

Art. 20. The general meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the 2007 Law as amended.

Redemption and conversion of shares, Termination and amalgamation of sub-funds and share classes

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with a Sub-Fund equal in value (calculated in the manner described in Article 23) as of the Valuation Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor or of the valuer of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Any Shareholder may require the redemption of all or part of his Shares by the Company under the terms, conditions and procedures set forth by the Board in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles.

The Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company of an aggregate amount or number of Shares below the applicable minimum holding, as determined by the Board from time to time and disclosed in the Prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder.

The Company shall only be bound to redeem on any dealing day as set out in the Prospectus from time to time (the "Dealing Day") to the extent cash amounts are available in the relevant Sub-Fund.

Applications to redeem Shares in the Sub-Funds shall be made prior to any Dealing Day. Subject to the conditions set forth in the Prospectus, such Shares will in principle be redeemed on the Dealing Day following the redemption request unless a "queuing system" is operated as described below and in the Prospectus. Any request for redemption must be filed or confirmed by such Shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares. Evidence of transfer or assignment accompanied by the certificate(s) (with redemption requests thereon), representing the shareholding, if issued in certificated form, must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption monies may be paid. Shares in the capital of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

A "queuing" system may be operated in relation to certain Sub-Funds whereby Shareholders wishing their Shares to be redeemed (in whole or part) shall deliver to the AIFM or its delegate (as defined below) a notification stating the number of Shares of the Sub-Fund that they wish to redeem. Such requests will, to the extent cash amounts are available, be processed for redeeming Shareholders (in whole or in part) in relation to the Dealing Day following the date on which the notification is received and, when cash is not available, in relation to subsequent Dealing Days in the order in which notifications are received and shall only be pro-rated between redeeming Shareholders in proportion to total amounts to be redeemed where such Shareholders submit notifications during the same relevant period prior to any Dealing Day. Redemption requests deferred will take priority on the next following Dealing Day.

The Company reserves the right to defer redemption payments due to any foreign exchange or offshore remittance restrictions imposed by foreign authorities or if settlement of redemptions of investments of the Company is deferred for any reason.

Further, if redemption requests exceed a certain level as determined by the Board, the Board may decide to scale back the settlement of such requests under the terms and conditions as set forth in the Prospectus and in a manner which the Board considers to be in the best interest of the Company and its Shareholders.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be the Redemption Price per Share of the relevant Class (as determined in accordance with the provisions described in the Prospectus) determined on the Dealing Day on which the redemption is completed as described in the Prospectus, less any applicable redemption charges described in the Prospectus.

Conversion of Shares from a given Class or Sub-Fund into Shares of another Class or Sub-Fund of the Company will be accepted and operated in accordance with the provisions as determined from time to time by the Board and disclosed in the Prospectus.

In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund, or the value of the total net assets of a Class within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or such Class, to be operated in an economically efficient manner, or in the case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to redeem all the shares of the relevant Class or Classes at the Net Asset Value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Dealing Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant Class or Classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations: registered holders shall be notified in writing; the Company shall inform holders of Bearer Shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the concerned Class(es) may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal from the Board, redeem all the shares of the relevant Class or Classes and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Dealing Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in this Article, and where for economic or geographical reasons and in the interest of the Sub-Fund and its Shareholders the Board would decide to change the investment policy of a Sub-Fund, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund or Class to those of another existing Sub-Fund or Class within the Company or to another undertaking for collective investment (a "UCI") organized under the provisions of Part II of the 2002 Law or under the provisions of the 2007 Law or to another sub-fund or class of shares within such other SIF (the "new Sub-Fund or new Class of Shares") and to redesignate the Shares of the Sub-Fund or Class or Classes concerned as Shares of another Sub-Fund or Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund or new Class of Shares), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, an amalgamation of Sub-Funds or Classes within the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Class or Classes issued in the Sub-Fund concerned or Class or Classes concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Class of the Company to another UCI referred to in the fifth paragraph of this Article or to another class of shares or sub-fund within such other UCI shall require a resolution of the Shareholders of the Class or Classes concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, in which case resolutions shall be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation

Valuations and suspension of valuations

Art. 22. The Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each Class by the Company from time to time, but in no instance less than once monthly, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination thereof being a "Dealing Day"), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg shall be a Dealing Day.

During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the directors, makes the determination of the Net Asset Value of a Class in the relevant currency of expression either not reasonably practical or prejudicial to the relevant Shareholders, the Net Asset Value and the Subscription Price and Redemption Price may temporarily be determined in such other currency as the directors may determine.

The directors must without delay suspend calculation of the Net Asset Value and the Net Asset Value per Share and hence the issue, redemption and conversion of Shares if it appears to the directors that due to "exceptional circumstances" it is in the interest of the Shareholders. "Exceptional circumstances" include:

(a) if a stock exchange or market which forms the basis for the valuation of a substantial portion of the assets attributable to a Sub-Fund of the Company are closed other than for or during holidays, or when trading on such a stock exchange is restricted or suspended;

(b) during any period when, as a result of the political, economical, military, terrorist or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the directors, or the existence of any state of affairs in the property market, disposal of the assets of a Sub-Fund of the Company is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of Shareholders or if a fair price cannot be determined for the assets of a Sub-Fund of the Company;

(c) in the case of a breakdown in the means of communication normally used for valuing any asset of the Company which is material, or, if for any reason the value of any asset attributable to a Sub-Fund of the Company which is material in relation to the Net Asset Value may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, owing to limitations on foreign exchange transactions or other transfers of assets, business transactions become impracticable for a Sub-Fund of the Company, or where it can be objectively demonstrated that purchases and sales of assets cannot be effected at the normal rates;

(e) circumstances which are beyond the control of the directors make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the assets of the Company;

(f) in the case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-Fund or a Class of Shares;

(g) where there is a material change to the general economical situation or in the condition of the relevant property or of the property market generally and it is not possible to make an adjustment to the valuation to reflect this in the Net Asset Value calculation, the Net Asset Value calculation shall be suspended until the valuation has been adjusted by the Valuer(s) (as defined in the Prospectus);

(h) when the value of a substantial part of the assets of any subsidiary of the Company may not be determined accurately;

or

(i) when for any other reason the values of any assets and/or where the applicable techniques used to create exposure to assets which do not belong to the Company, cannot promptly or accurately be ascertained.

The suspension shall cease as soon as practicable after the "exceptional circumstance" has ceased. Shareholders having subscribed for Shares or requested redemption or conversion of their Shares shall be notified of any such suspension within seven (7) days of the relevant Dealing Day and will be promptly notified of the termination of such suspension.

The suspension in any Sub-Fund will have no effect on the calculation of Net Asset Value and the issue / conversion and redemption of the Shares in any other Sub-Fund.

In addition to the general ability to suspend set out above, the Company may suspend redemption of Shares if it appears to the Company that there are insufficient liquid assets by way of cash or near cash, property related assets or other assets capable of early liquidation to enable the Company to meet the demand or likely demand for the redemption of Shares, as determined in accordance with the provisions of Article 21 hereof.

Determination of net asset value

Art. 23.

(1) Determination of Net Asset Value

The Net Asset Value will be calculated on a monthly basis based on the net assets of the Company attributable to each Sub-Fund as presented in the consolidated financial statements of the Company, and shall be prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (the "IFRS") as adopted by EU, adjusted for certain items which, in the opinion of the Board, are appropriate and necessary to calculate the Net Asset Value on an equitable basis. Such items may include, amongst others, adjustments to deferred tax provisions calculated in accordance with IFRS to reflect their fair value, and the amortization of formation expenses, borrowing costs, restructuring costs and acquisition related transaction costs incurred by the Company.

The Net Asset Value per Share of each Class in a Sub-Fund (or any Series thereof including, where applicable, each designation of a Series) shall be expressed in US dollars and shall be determined as of each Valuation Day. The Net Asset Value per Share shall be calculated by dividing (i) the net assets of the Company attributable to a Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund, on any such Valuation Day, by (ii) the number of Shares in the relevant Class (or any Series thereof) of such Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest 0.0001 US dollar.

The accounts of the real estate companies in which the Company has a majority interest will be consolidated with the accounts of the Company and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below. For the purpose of Net Asset Value calculation, assets and liabilities shall comprise all the assets and liabilities that are recognised in the consolidated balance sheet of the Company at the end of each month in accordance with IFRS as adopted by the EU, as adjusted as described above, and include the following:

Assets:

- (i) real estate or real estate rights registered in the name of the Sub-Fund;
- (ii) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (iii) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- (iv) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with the relevant law with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-distributions, exrights, or by similar practices);
- (v) all stock distributions, cash distributions and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- (vi) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- (vii) formation expenses, borrowing costs, restructuring costs and acquisition related transaction costs incurred by the Company may be capitalised and amortised. Such unamortised items will be assets of the Company; and
- (viii) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

Liabilities:

- (i) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable net of the unamortized portion of discounts and/or premiums and financing costs;
- (ii) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (iii) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses and management fees, which include fees payable to the AIFM, Portfolio Manager, the Depositary, the Paying Agent, the Central Administrative Agent, the Listing Agent, the Valuers, and other corporate agents);
- (iv) an appropriate provision for current taxes payable and deferred taxes based on applicable tax rates, as well as such amount (if any) as the Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company; and
- (v) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The value of assets, which together shall be referred to as the Gross Asset Value of the Company (the "GAV"), shall be determined in accordance with IFRS as adopted by the EU, as adjusted as described above, as follows:

- (i) real estate assets or real estate rights are valued by the Valuers on the basis of a full valuation with physical inspection at least once a year. Any inspection of adjacent properties of a similar nature may be limited to that of only one such representative property. The Valuers also value each real estate on the basis of a "desk-top" valuation, at least once a month. A "desk-top" valuation is a market valuation of each of the real estate assets, undertaken by the Valuers. The desk-top valuation will not include a physical re-inspection of the real estate, but will incorporate all other necessary due diligence required to update previous valuations and arrive at an opinion of the current market value. The value ascribed to the real estate or real estate rights by this valuation is used in the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund calculated on each Valuation Day. Any valuation must be on the basis prescribed as an open market value and subject to the regulation of authorities having jurisdiction over the Company's real estate or real estate rights. The valuation will be carried out in accordance with the methodology and valuation guidelines as set out in the practice statements of the current Royal Institution of Chartered Surveyors "Appraisal and Valuation Manual" and IFRS as adopted by the EU.
- (ii) Units or shares of open-ended collective investment schemes will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Company on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended collective investment scheme listed on a stock exchange or dealt with on a Regulated Market will be valued at their last available stock market value, whereas units or shares of a closed-ended collective investment scheme which are not listed on a stock exchange or dealt with on a Regulated Market will be determined by the Directors on a fair and equitable basis.
- (iii) Subject as specified below, the securities of real estate companies which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another Regulated Market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the Directors using the value of real estate as determined in accordance with (i) above and as prescribed below.
- (iv) All other securities and other assets, including debt securities, restricted securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Directors or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Directors.

Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

(v) Derivatives shall be valued at their respective market value, in accordance with recognised valuation principles.

For the purposes of the above, the Fund and the AIFM will appoint one or more Valuers. Such Valuers shall either be appointed from a panel of internationally recognised real estate valuers or shall be other real estate valuers appointed by the Directors.

(2) Other Considerations in Determination of Net Asset Value

If a valuation in accordance with the above rules is rendered impossible or incorrect owing to special or changed circumstances, the Board shall be entitled to use other generally recognised valuation principles.

In order to calculate the NAV of the Company on an equitable basis, the NAV of the Company under IFRS will be adjusted for net liability (negative equity) position of any of its subsidiaries to the extent that the Company has neither a legal or constructive obligation nor intention to make good such losses. This adjustment to the Company's NAV is subject to Board's approval.

In exceptional circumstances, further valuations may be carried out on the same day; such valuations shall be valid for any applications for purchase and/or redemption subsequently received.

(3) Reduction of Net Asset Value

Upon the record date for the determination of any distribution declared on the Shares of any Class, the Net Asset Value of such Class or Sub-Fund shall be reduced by the amount of such distribution, but subject always to the provision relating to the calculation of the Redemption Price and Subscription Price of the Shares of each Class, as set out in the Articles of Incorporation.

(4) Valuation principles

Where on any Valuation Day the Company has contracted to:

(a) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

(b) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company,

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Board with prudence and good faith.

(5) Interpretation

For the purpose of valuation under this Article:

(i) Shares of the relevant Class to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the Redemption amount shall be considered a liability of the Company;

(ii) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the date of issue and from such time and until received by the Company the Subscription Price shall be considered a debt due to the Company; and

(iii) all investments, cash balances and other assets of any Class expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value of the relevant Class is calculated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares.

Subscription price

Art. 24. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the Net Asset Value per Share of each Class of Shares by dividing the value of the total assets of each Sub-Fund allocable to such Class of Shares less the liabilities of such Sub-Fund allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class outstanding on the relevant Dealing Day, as may be adjusted as set out in the Prospectus (the "Subscription Price"). An initial charge, as the Board may from time to time determine, and as shall be disclosed in the Company's Prospectus, may be added to the Subscription Price. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares may differ as a result of the different fees assessed on each Class of Shares or of other particular features as detailed in the Prospectus.

The Company has the power to decline to accept any order for subscription or conversion into a particular Sub-Fund on any one Dealing Day where the aggregate value of orders for all Classes of Shares of that Sub-Fund exceeds a particular value as determined by the Board for the Sub-Fund concerned and disclosed in the Company's Prospectus and the Company considers that to give effect to such orders on the relevant Dealing Day would adversely affect the interests of existing Shareholders.

Shareholders wishing to acquire new Shares shall deliver to the Company an application form by which they commit to invest but not pay up their cash until a drawdown notice is sent by the Company or its delegate in relation to a particular Dealing Day. If subscription amounts received in any one month exceed the amount which the Company can invest immediately, or soon thereafter, in appropriate assets, a queuing system shall be operated. All Shareholders that sub-

scribed during the same month prior to a Dealing Day will be allocated Shares at the same time in proportion to the amount of the individual subscription in the relevant Sub-Fund.

The Subscription Price so determined, and the initial charge if any, shall be payable within ten (10) Business Days after issuance of a drawdown notice.

If a Shareholder fails to pay any portion of the Subscription Price of any Share on the date required by pursuant to a drawdown notice, the Board may declare an event of default and impose such penalties as it determines fit, as set out in more detail in the Prospectus from time to time.

Shareholders wishing to contribute property in return for Shares will be able to subscribe for Shares on the Dealing Day in the month in which their application forms have been received and terms of their contribution have been approved by the Board, and will not be subject to any "queuing system".

Financial year

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the 1st July of each year and shall terminate on the 30th June of the following year.

The accounts of the Company shall be expressed in US dollars or in respect of any Class or Sub-Fund, in such other currency or currencies as the Board may determine. Where there shall be different Classes and Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Classes or Sub-Funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into US dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the directors' report and the notice of the annual general meeting will be sent to registered Shareholders and/or published and made available not less than fifteen (15) days prior to each annual general meeting.

Distribution of income

Art. 26. The general meeting of Shareholders shall, upon the proposal of the Board, subject to any interim distributions having been declared or paid, decide on distributions from time to time.

Distributions may, in respect of any Class within each Sub-Fund, include an allocation from a distribution equalisation account which may be maintained in respect of any such Class and which, in such event, will, in respect of such Class, be credited upon issue of Shares to such distribution equalisation account and upon redemption of Shares, the amount attributable to such Share will be debited to an accrued income account maintained in respect of such Class.

Interim distributions may, at the discretion of the Board, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares of any Class out of the net assets of such Class.

The distributions declared will normally be paid in the currency in which the relevant Class is expressed or in such other currencies as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distribution monies into the currency of their payment. Stock distributions may be declared.

No distributions shall be declared in respect of accumulating Shares.

Depository

Art. 27. To the extent required by law, the Company shall enter into a depository agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector, as amended and which meets the requirements of the Law of 2007 and of the Law of 2013 (herein referred to as the "Depository").

The Depository shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007 and by the Law of 2013.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the Law of 2013, the Company shall be expressly authorized to discharge in writing the Depository from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the Law of 2013 are met.

If the Depository desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor depository within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Depository but shall not remove the Depository unless and until a successor depository shall have been appointed to act in the place thereof.

Distribution upon liquidation

Art. 28. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 29 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class in proportion of their holding of Shares in such Class.

With the consent of the Shareholders expressed in the manner provided for by Articles 67 1 and 142 of the 1915 Law, the Company may be liquidated and the liquidator authorised subject to giving one month's prior notice to the Shareholders and by a decision by majority vote of two thirds of the Company's Shareholders to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg SIF in exchange for the issue to the Shareholders in the Company of shares of such SIF in proportion to their shareholding in the Company. Otherwise any liquidation will entitle a Shareholder to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his Class of Shares. Moneys available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg pursuant to the 2007 Law, where during thirty (30) years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Amendment of articles

Art. 29. The Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

General

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.

Votes in favour: all

Vote(s) against: /

Abstention(s): /

The resolution is consequently adopted.

There being no further business before the Meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: M. Kemp, W. Simpson, N. Berck et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34652. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014119909/807.

(140137745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

M Family S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 189.044.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatrième jour du mois de juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée “AVVENS LUXEMBOURG S.à r.l.”, établie et ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 66, route d’Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 151876,

dûment représentée par un des ses gérants, savoir Monsieur Jean-Pierre LAZARO, expert-comptable, né à Saint-Fons (France), le 22 janvier 1959, demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 66, route d’Esch,

ici représenté par Monsieur Hervé TYDGAT, comptable confirmé, né à Briey(France), le 12 août 1957, demeurant à F-51800 Moiremont, 2, rue de la Mairie, (le “Mandataire”), en vertu d’une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d’être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l’acte de constitution d’une société anonyme qu’elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de “M FAMILY S.A.” (la “Société”), laquelle sera régie par les présents statuts (les “Statuts”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “Loi”).

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet l’achat, la vente, la location et la construction de biens immobiliers ainsi que l’achat, la vente, la distribution et la location de tous produits manufacturés ou non.

La Société a en outre pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d’autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également acquérir, mettre en valeur, accorder et aliéner des brevets, droits concernant des brevets, griffes, marques, marques déposées, marques de fabrique, droits sur les marques, licences et tous autres droits sur des biens immatériels et de la propriété intellectuelle.

La Société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d’un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d’apport, de souscription, de prise ferme ou d’option d’achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la Société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s’intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d’autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l’objet social.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d’administration ou de l’administrateur unique.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l’assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu’à l’étranger par une simple décision du conseil d’administration de la Société ou, dans le cas d’un administrateur unique, par une décision de l’administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par soixante-deux (62) actions avec une valeur nominale de cinq cents euros (500,- EUR) chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l’assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l’article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s’établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le dernier jour ouvrable du mois de juin à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul."

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à

servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les soixante-deux (62) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "AVVENS LUXEMBOURG S.à r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et entièrement libérées par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1) Le siège social de la Société est établi à L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.
- 2) Comme autorisé par la Loi et les Statuts, Monsieur Hugo MEUNIER, pilote automobile, né à Fontaine-les-Dijon (France), le 2 novembre 1992, demeurant à L-2680 Luxembourg, 30, rue de Vianden, est appelé à la fonction d'administrateur unique et exercera les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.
- 3) Monsieur Fernand BLUM, administrateur de société, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 17 août 1951, demeurant à L-7381 Bofferdange, 31, Cité Roger Schmitz, est nommé commissaire aux comptes de la Société.
- 4) Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: H. TYDGAT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 juillet 2014. LAC/2014/31765. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014119908/267.

(140137833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Lux Fine Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 161, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 189.042.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatrième jour du mois de juillet;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "EUR-ASIA INVEST S.A.", établie et ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 146240,

dûment représentée par deux de ses administrateurs, savoir:

- Monsieur Mohammed KARA, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue; et

- la société anonyme “MATRICE INTERNATIONAL S.A.”, établie et ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 80362,

ici représenté par Monsieur Mohammed KARA, pré-qualifié, administrateur-délégué avec pouvoir de signature individuelle.

2) Monsieur Louis PIMPAUD, employé privé, né à Saint-Germain-en-Laye (France), le 3 août 1982, demeurant à L-2521 Luxembourg, 21, rue Demy Schlechter.

La prédite procuration, après avoir été signée “ne varietur” par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d’être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d’arrêter ainsi qu’il suit les statuts d’une société à responsabilité limitée qu’ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée “LUX FINE SARL”, (ci-après la “Société”), laquelle sera régie par les présents statuts (les “Statuts”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “Loi”).

Art. 2. La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d’option d’achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et soustraire la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l’administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d’un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d’apport, de souscription, de prise ferme ou d’option d’achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d’échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société a également pour objet l’achat, la vente, le négoce, la commercialisation et la distribution d’ingrédients et produits alimentaires.

La Société pourra dans le cadre de son activité acquérir, détenir et céder des participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, et pourra administrer, gérer et mettre en valeur ses participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d’entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d’autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l’étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Pétange (Grand-Duché de Luxembourg). L’adresse du siège social peut être déplacée à l’intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la Loi.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la Loi.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale des associés qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Chapitre IV. - Des associés

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives des associés quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives des associés ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) La société "EUR-ASIA INVEST S.A.", pré-désignée, cinquante parts sociales,	50
2) Monsieur Louis PIMPAUD, pré-qualifié, cinquante parts sociales,	50
Total: cent parts sociales,	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la Loi sont remplies et le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-4751 Pétange, 161, route de Longwy.
2. Monsieur Louis PIMPAUD, employé privé, né à Saint-Germain-en-Laye (France), le 3 août 1982, demeurant à L-2521 Luxembourg, 21, rue Demy Schlechter, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. KARA, L. PIMPAUD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 juillet 2014. LAC/2014/31762. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014119898/162.

(140137811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Mouflolux S.A.H., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 38.594.

L'AN DEUX MIL QUATORZE, LE VINGT-QUATRE AVRIL.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée MOUFLOLUX S.A.H., ayant son siège social à Luxembourg, 20, rue de la Poste, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 38.594,

constituée par acte reçu en date du 18 novembre 1991 par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C de 1992, page 8.258,

les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière suivant acte reçu par notaire Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 décembre 2009, publié au Mémorial C n°469 du 4 mars 2010.

L'assemblée est présidée par Madame Emmanuelle BRULÉ, demeurant professionnellement à Luxembourg, lequel désigne comme secrétaire Monsieur Gianpiero SADDI, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Emmanuelle BRULÉ, prénommée.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle après avoir été signée par tous les actionnaires présents et les porteurs de procurations des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Suivant la prédite liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'entière du capital social, sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur tous les différents points figurant à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de la première phrase de l'article 7 des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

«La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, et est engagée par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B»

2. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier la première phrase de l'article 7 des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:
«La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, et est engagée par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B»

Clôture de l'assemblée

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants.

Après interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: E. Brulé, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 mai 2014. LAC/2014/20672. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014119971/54.

(140137640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

**Ninint SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Ninint).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 137.917.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of the month of July;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "NININT", a public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-1449

Luxembourg, 18, rue de l'Eau, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 137917, (the "Company"), originally incorporated under the name of "ZININT", pursuant to a deed of Me Joseph GLODEN, notary then residing in Grevenmacher (Grand Duchy of Luxembourg), on April 21, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1171 of May 14, 2008,

and whose articles of association (the "Articles") have been amended pursuant to a deed of the said notary Joseph GLODEN, on October 15, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2641 of October 29, 2009, containing notably the adoption by the Company of its current denomination.

The Meeting is presided by Mr. Eric LECLERC, employee, residing professionally in L2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The Chairman appoints Mr. Christophe JASICA, employee, residing professionally in L2370 Howald, 4, rue Peternelchen, as secretary.

The Meeting elects Mrs. Vanessa TIMMERMANS, employee, residing professionally in L2370 Howald, 4, rue Peternelchen, as scrutineer.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Conversion of the Company into a family estate management company (a société de gestion de patrimoine familial) ("SPF") as defined by the law of May 11, 2007 creating the SPF.

2. Change of the corporate name into "NININT SPF" and subsequent amendment of article 1 of the articles of association;

3. Subsequent amendment of article 4 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

"The exclusive purpose for which the Company is formed is the acquisition, holding, management and realisation of financial assets as defined in the law of May 11, 2007 on the creation of the family estate management company. The Company is not allowed to carry on any commercial activities.

Title to the shares will be restricted either to natural persons or patrimonial entities acting exclusively in the interest of the private estate of one or more natural persons or to an intermediary acting on their behalf.

To the same extent, the shares are not freely transferable to investors other than those described in the precedent paragraph.

In general the company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension. In all the operations indicated above, however, and as well as in its whole activity, the company will remain within the limits established by the law of May 11, 2007 on the creation of the family estate management company."

4. Amendment of article 5 of the articles of association;

5. Amendment of article 21 of the articles of association so as to read as follows:

"The law of August 10, 1915 and its amendments as well as the law of May 11, 2007 creating the family estate management company shall apply to the present Company unless otherwise provided for in the articles of association."

6. Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to change the Company into a family estate management company (a société de gestion de patrimoine familial) ("SPF") as defined by the law of May 11, 2007 creating the SPF.

Second resolution

The Meeting resolves to subsequently change the corporate name into "NININT SPF" and to subsequently amend article 1 of the Articles in order to give it henceforth the following wording:

" **Art. 1.** There exists a public limited company ("société anonyme") under the name of "NININT SPF", qualified as family wealth management company in the sense of the law of May 11th, 2007 concerning the creation of a family wealth management company ("SPF") and governed by the relevant legal dispositions as well as by the present articles of association."

Third resolution

The Meeting resolves to modify the purpose of the Company and to adopt in consequence for article 4 of the Articles the wording as reproduced under point 3) of the agenda.

Fourth resolution

The Meeting resolves to modify article 5 of the Articles as follows:

" **Art. 5.** The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-), divided into one thousand (1,000) shares with a par value of thirty-one Euros (EUR 31.-) each.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which Law prescribes the registered form.

The shares are held by investors, which are more precisely defined hereafter.

Is considered as an eligible investor within the meaning of the law of May 11th, 2007 concerning the creation of a family wealth management company ("SPF"):

- a) an individual acting within the context of managing his/her private wealth or
- b) a wealth management entity acting exclusively in the interests of the personal estate of one or several individuals, or
- c) an intermediary acting on behalf of the investors referred to in a) or b) of this paragraph.

Each investor must declare his/her eligibility in writing addressed to the domiciliary agent or, failing this, to the directors of the SPF.

The securities issued by an SPF may not be the object of a public issue nor may they be admitted to listing on a stock exchange.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the articles of association.

The company may, to the extent and under terms permitted by the law, redeem its own shares."

Fifth resolution

The Meeting resolves to modify article 21 of the Articles so as to read as follows:

"The law of August 10, 1915 and its amendments as well as the law of May 11, 2007 creating the family estate management company shall apply to the present Company unless otherwise provided for in the articles of association."

No further item being on the agenda of the Meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de "NININT", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 137917, (la "Société"), constituée

originellement sous le nom de “ZININT”, suivant acte reçu par Maître Joseph GLODEN, notaire alors de résidence à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg), le 21 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1171 du 14 mai 2008,

et dont les statuts (les “Statuts”) ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Joseph GLODEN, le 15 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2461 du 29 octobre 2008, contenant notamment l’adoption par la Société de sa dénomination actuelle.

L’Assemblée est présidée par Monsieur Eric LECLERC, employé, demeurant professionnellement à L2370 Howald, 4, rue Peterelchen.

Le Président désigne Monsieur Christophe JASICA, employé, demeurant professionnellement à L2370 Howald, 4, rue Peterelchen, comme secrétaire.

L’Assemblée choisit Madame Vanessa TIMMERMANS, employée, demeurant professionnellement à L2370 Howald, 4, rue Peterelchen, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d’acter:

A) Que l’ordre du jour de l’Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transformation de la société en une société de gestion de patrimoine familial (“SPF”) telle que définie par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d’une société de gestion de patrimoine familial.

2. Changement de la dénomination sociale en “NININT SPF” et modification subséquente de l’article 1 des statuts;

3. Modification subséquente de l’article 4 des statuts de la société pour être lu comme suit:

“L’objet exclusif pour lequel la société est formée, est l’acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d’actifs financiers tels que définies dans la loi du 11 mai 2007 relative à la création d’une société de gestion de patrimoine familial. La société ne pourra exercer aucune activité commerciale.

La propriété des actions sera réservée soit aux personnes physiques soit aux entités patrimoniales agissant exclusivement dans l’intérêt du patrimoine privé d’une ou de plusieurs personnes physiques ou un intermédiaire agissant pour leur compte.

Dans la même mesure, les actions ne seront pas librement transférables à des investisseurs autres que ceux décrits au paragraphe précédent.

En général la société pourra prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses droits et à la conclusion de toutes sortes de transactions qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui sont susceptibles de favoriser son développement ou son expansion. Pour toutes les opérations citées ci-dessus, ainsi que pour toute son activité, la société restera néanmoins dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d’une société de gestion de patrimoine familial.”

4. Modification de l’article 5 des statuts:

5. Modification de l’article 21 des statuts pour être lu comme suit:

“La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 relative à la création d’une société de gestion de patrimoine familial s’appliqueront à la société sauf dans les cas où les présents statuts y dérogent.”

6. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d’eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l’Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “ne varietur” par les membres du bureau de l’Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l’intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l’ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d’usage, aucune autre convocation n’était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l’intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l’ordre du jour.

Ensuite l’Assemblée, après délibération, a pris à l’unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L’Assemblée décide de transformer la société en une société de gestion de patrimoine familial (“SPF”) telle que définie par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d’une société de gestion de patrimoine familial.

Deuxième résolution

L’Assemblée décide de changer la dénomination sociale en “NININT SPF” et de modifier subséquemment l’article 1 des Statuts afin de lui donner dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}**. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "NININT SPF", qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens de la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") et régie par les dispositions légales afférentes ainsi que par les présents statuts."

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour l'article 4 des Statuts la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 3).

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts comme suit:

" **Art. 5**. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), divisé en mille (1.000) actions avec une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"):

a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou

c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Les titres émis par une SPF ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeur.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi racheter ses propres actions."

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 21 des statuts de la Société pour être lu comme suit:

"La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial s'appliqueront à la société sauf dans les cas où les présents statuts y dérogent."

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. LECLERC, C. JASICA, V. TIMMERMANS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 juillet 2014. LAC/2014/31741. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120003/223.

(140138415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

O.O.I. (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 92.908.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, S'est réunie:

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «O.O.I. (SPF) S.A.», avec siège social à L-8211 Mamer, 53 route d'Arlon, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 92.908, constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 14 mars 2003, publié au Mémorial Recueil Spécial C des Sociétés et Associations, numéro 500 en date du 8 mai 2003.

La séance est ouverte à 9.20 heures sous la présidence de Monsieur Philippe FEY, employé privé, né à Eupen le 6 septembre 1968, demeurant à B-4840 Welkenraedt, 7, rue Lançaumont;

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le Président de l'assemblée expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que le présent acte a pour objet:

1. Dissolution de la société avec effet immédiat.
2. Cessation de toute activité de la société avec effet immédiat et liquidation de la société aux droits des parties.
3. Décharge aux administrateurs et commissaire.
4. Annulation et conservation des livres et documents de la société.
5. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Les actionnaires représentant l'intégralité du capital social, déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

I. être propriétaires de l'ensemble des actions de la Société et représentant l'intégralité du capital social, déclarent expressément procéder par les présentes à la dissolution de la Société;

II. que l'ensemble des dettes de la Société a été réglé et qu'ils ont reçu ou recevront tous les actifs de la Société, et reconnaissent qu'ils seront tenus de l'ensemble des obligations existantes (le cas échéant) de la Société après sa dissolution et que la société a cessé toute activité en date de ce jour;

que l'objet de la société à liquider ne servira pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme) et que la société à liquider ne s'est pas livrée à de telles activités.

III. En conséquence de cette dissolution, décharge pleine et entière est accordée par les actionnaires aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

IV. Il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société et les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à sept cent cinquante euros (750 €) dont est tenu le bénéficiaire économique de la société.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Philippe FEY, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 25 juillet 2014. Relation: DIE/2014/9521. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120008/64.

(140138574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Laser C.R.O., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 189.047.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the seventh day of the month of July;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "La-ser Alpha Group S.à.r.l.", established and having its registered office in L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 147663,

here represented by Mrs. Christine CARO, private employee, residing professionally in L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse, (the "Proxyholder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises in which the company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs any assistance, such as loans, advances and guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "LASER C.R.O.".

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's corporate capital is fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12,500.-EUR), represented by TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED (12,500) shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

In case of plurality of managers, any manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the Board of Managers held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31, 2014.

Subscription - Payment

The articles of association of the Company thus having been established, the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by the sole shareholder, the company "La-ser Alpha Group S.à.r.l.", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The Company will be administered by the following managers for an unlimited period:
 - Mr. Christophe FENDER, company director, born in Strasbourg (France), on July 10, 1965, residing in L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères; and
 - Mrs. Lamiae BENSOUA-GRIMALDI, company director, born in Rabat (Morocco), on February 4, 1975, residing in F-75006 Paris, 119, rue Notre Dames des Champs (France).
- 2) The address of the corporation is fixed at 43, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le septième jour du mois de juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg “La-ser Alpha Group S.à.r.l.”, établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 147663,

ici représentée par Madame Christine CARO, employée privée, demeurant professionnellement à L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse, (la “Mandataire”), en vertu de d’une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par la Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d’être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l’acte de constitution d’une société à responsabilité limitée qu’elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après “La Société”), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après “La Loi”), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après “les Statuts”), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s’appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l’administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d’un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d’apport, de souscription, de prise ferme ou d’option d’achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d’échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d’autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu’immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l’accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination “LASER C.R.O.”.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l’assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L’adresse du siège social peut-être déplacée à l’intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu’à l’étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (12.500,-EUR), représenté par DOUZE MILLE CINQ CENTS 12.500) parts sociales d’une valeur nominale d’UN EURO (1,-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d’achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l’article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l’associé unique ou par une décision de l’assemblée générale des associés, en conformité avec l’article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu’un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l’hypothèse où il n’y a qu’un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l’hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d’entre eux ne sont transmissibles que moyennant l’application de ce qui est prescrit par l’article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, les gérants peuvent participer à toutes réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg sera équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, téléfax ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.

4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société "La-ser Alpha Group S.à.r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Résolutions prises par l'associée unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

- 1) La Société est administrée par les gérants suivants pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Christophe FENDER, administrateur de sociétés, né à Strasbourg (France), le 10 juillet 1965, demeurant à L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères; et
 - Madame Lamiae BENSOUA-GRIMALDI, administrateur de sociétés, née à Rabat (Maroc) le 4 février 1975, demeurant à F-75006 Paris, 119, rue Notre Dames des Champs (France).
- 2) L'adresse de la Société est fixée au 43, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. CARO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 juillet 2014. LAC/2014/32185. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014119877/298.

(140137998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

ProServices Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 105.263.

— EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 29 juillet 2014 que:

- Monsieur Matthijs Bogers a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au jour de ladite assemblée;
- Monsieur Stéphane Hépineuse a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au jour de ladite assemblée;
- Mademoiselle Mombaya Kimbulu a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au jour de ladite assemblée;

- Monsieur Fabio Mastrosimone, né le 13 février 1978 à Rome (Italie), résidant professionnellement au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au jour de ladite assemblée et ce pour une période indéterminée;

- Monsieur Eddy Dôme, né le 16 août 1965 à Wareme (Belgique), résidant professionnellement au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au jour de ladite assemblée et ce pour une période indéterminée;

- Monsieur Marco Lagona, né le 18 avril 1972 à Milan, (Italie), résidant professionnellement au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au jour de ladite assemblée et ce pour une période indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

ProServices Management S.à r.l.

Représentée par M. Fabio Mastrosimone

Gérant

Référence de publication: 2014115455/29.

(140135473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Tar Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 137.322.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115645/9.

(140135278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Spifina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 56.746.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal en date du 08 juillet 2014, du conseil d'administration de la société anonyme SPIFINA S.A inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56746 que:

Résolution 1:

Le nouveau siège social de la société est établi au L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden

Résolution 2:

L'assemblée générale accepte la démission de deux des trois administrateurs actuellement en fonctions, à savoir Monsieur Huet Hervé et Monsieur Pommier Claude

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat de Monsieur Delavenne Xavier pour une période de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020 et acte du changement d'adresse de celui-ci. Monsieur Delavenne est domicilié au 11, rue Soyer à F-92000 Neuilly-sur-Seine. Celui-ci peut engager seul des dépenses et règlements jusqu'à concurrence de 25 000 € afin d'assurer la gestion quotidienne de la société.

L'assemblée générale décide de nommer en remplacement des deux administrateurs démissionnaires, les personnes suivantes en tant qu'Administrateurs pour une période de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020;

- Madame Carel-Delavenne Nathalie, née le 16-01-1955 à Neuilly-sur-Seine (France), résidente au 1, rue du Midi F-92000 Neuilly-sur-Seine (France); administrateur

- Madame Aurore Dulieu, née le 17-05-1976 à Mons (Belgique), résidente au 15, rue Wangert L-6931 Mensdorf (Luxembourg)

De sorte que le conseil d'administration est désormais composé comme suit

- Madame Carel-Delavenne Nathalie; administrateur

- Madame Aurore Dulieu; administrateur

- Monsieur Delavenne Xavier; administrateur délégué

130224

Résolution 3:

L'assemblée générale décide de nommer en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire, Mme Carine Bittler résidant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre; pour une période de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Luxembourg, 08 juillet 2014.

Référence de publication: 2014115615/35.

(140134221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Triton III LuxCo A 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 159.683.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que gérant de catégorie A de la Société et de Monsieur Heiko Dimmerling en tant que gérant de catégorie B de la Société,

2 de qualifier Monsieur Michiel Kramer, actuellement gérant de catégorie B, en tant que gérant de catégorie A de la Société

3 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg en tant que gérant de catégorie A,

- Monsieur Mukul Sharma, demeurant 32 Woodhouse Eaves, Middlesex, Northwood, HA6 3 NF en tant que gérant de catégorie B,

- Monsieur Matthew Grill, demeurant Autumn Flower, Clos Cerise, LaGrande route de St Martin, St Saviour, Jersey JE2 7GT en tant que gérant de catégorie B,

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer, gérant de catégorie A

Monsieur Matthew Criil, gérant de catégorie B

Monsieur Thomas Sonnenberg, gérant de catégorie A

Monsieur Mukul Sharma, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Triton III LuxCo A 16 S.à r.l.

Référence de publication: 2014115642/28.

(140134625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Umicore Shokubai, Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 5, rue Bommel.

R.C.S. Luxembourg B 167.912.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115693/9.

(140135090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Terminator IP II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 148.021.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014115648/9.

(140135219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.
